BRIEFING PRESSE

De la commission d'enquête sur TotalEnergies aux négociations internationales sur le climat...

LES CONTRADICTIONS FRANÇAISES SUR LA SORTIE DES ÉNERGIES FOSSILES

réseau action climat france

De la commission d'enquête sur TotalEnergies aux négociations internationales sur le climat : les contradictions françaises sur la sortie des énergies fossiles

I. Le paradoxe français : discours ambivalent entre politique nationale et engagements internationaux 4

1. La dépendance de la France au pétrole et son attraction pour le gaz naturel liquéfié 4
2. TotalEnergies : un "fleuron" français investissant massivement dans les énergies fossiles 7
3. Persistance d'un soutien financier aux énergies fossiles 9
4. La diplomatie économique française : une incohérence profonde avec les engagements climatiques de la France 11

II. Entre la malédiction des ressources et la bataille de récit sur la transition hors des énergies fossiles : trouver le chemin de la justice climatique **14**

1. La malédiction des énergies fossiles 15
2. La batailles des récits autour de la notion de transition hors des énergies fossiles : entre lobbyistes et États 16

De la commission d'enquête sur TotalEnergies aux négociations internationales sur le climat : les contradictions françaises sur la sortie des énergies fossiles

Le système énergétique mondial tente de passer d'une dépendance presque totale à l'égard des combustibles fossiles à l'utilisation de sources d'énergie renouvelables soutenables couplé à des politiques publiques de sobriété et d'efficacité énergétique. Cela est notamment rendu possible par la baisse rapide des coûts des technologies d'énergie renouvelable et par la prise de conscience croissante des effets négatifs sur l'environnement, le climat et la biodiversité des émissions de gaz à effet de serre (GES). Cette nécessaire transition énergétique modifie les relations entre les producteurs et les consommateurs d'énergie, avec des impacts géopolitiques directs. **L'appel à laisser le pétrole, le gaz fossile et le charbon sous terre, à passer à des énergies renouvelables soutenables et à s'engager vers l'efficacité et la sobriété est désormais plus fort et plus pressant que jamais.**

Lors des dernières négociations internationales sur le climat à la COP28, les États se sont accordés pour la première fois sur un langage qui traite de toutes les énergies fossiles au sein du Bilan mondial. En utilisant le langage diplomatique ***transition away*** *from fossil fuels in energy systems, in a just, orderly and equitable manner, accelerating action in this critical decade*[1] traduisible par "transition hors des énergies fossiles" ; ils ont lancé un signal politique mais celui-ci est encore trop faible. **De plus, le gaz est présenté comme une "énergie de transition"[2], une terminologie qui aurait pu être écrite par un grand producteur de gaz fossile**. Le texte comprend aussi des mentions inquiétantes de la capture et au stockage carbone : des technologies non matures, coûteuses, qui risquent de détourner des vraies solutions déjà disponibles et sont potentiellement dangereuses à long-terme et peuvent engendrer des violations des droits humains[3]. Par ailleurs, le triplement de la production des énergies renouvelables d'ici 2030 et le doublement de l'efficacité énergétique, sont aussi inscrits dans le texte[4]. À juste titre, la sortie des énergies fossiles ne se fera pas sans le développement massif dans les énergies renouvelables et les moyens nécessaires pour le faire. **Désormais, les États doivent rendre le terme de transition hors des énergies fossiles crédible alors que les luttes de récit ont déjà commencé.**

---

[1] Report of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement on its fifth session, held in the United Arab Emirates from 30 November to 13 December 2023, FCCC/PA/CMA/2023/16/Add.1, https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2023_16a01_adv_.pdf

[2] Para 29, *Recognizes that transitional fuels can play a role in facilitating the energy transition while ensuring energy security*

[3] CCFD, Total au Congo, les dessous de la compensation carbon, mise à jour 2024, https://ccfd-terresolidaire.org/total-republique-du-congo-problemes-projet-compensation-carbone/

[4] Para 28.a, *Tripling renewable energy capacity globally and doubling the global average annual rate of energy efficiency improvements by 2030*

Vers une action décisive contre les géants climaticides

L'année 2023 a été désignée comme la plus chaude jamais enregistrée par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), avec une augmentation de la température moyenne de 1,45 degré celsius par rapport à la période préindustrielle (1850-1900)[5]. Cette hausse a des répercussions disproportionnées sur les populations vivant dans des régions hautement vulnérables aux changements climatiques soit 3,3 à 3,6 milliards de personnes[6], alors même que ces régions contribuent peu aux émissions de gaz à effet de serre. **Cette injustice est d'autant plus flagrante que près de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont attribuables à seulement vingt-cinq grandes entreprises**, **toutes actives dans les secteurs du gaz, du pétrole et/ou du charbon[7]**. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a constaté en 2021 et a confirmé en 2022 que le développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers est incompatible avec la limite de réchauffement mondial de 1,5°C, étant donné que les champs déjà développés contiennent suffisamment de réserves pour répondre à la demande à mesure que l'utilisation du pétrole et du gaz est éliminée progressivement[8]. Le Rapport d'évaluation du sixième Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) affirme que le monde a déjà construit trop d'infrastructures liées aux combustibles fossiles[9] et souligne que "*la consommation mondiale de combustibles fossiles [...] doit diminuer considérablement d'ici 2030 pour limiter le réchauffement à 1,5°C*"[10].

Face à ces rapports mettant en avant l'urgence à sortir des énergies fossiles, la France multiplie les beaux discours, mais est bien moins cohérente dans ses actes, via ses politiques publiques, ou à travers son "champion" national, TotalEnergies. Le 17 janvier 2024, le Sénat a lancé une commission d'enquête concernant TotalEnergies[11], souvent mis en avant comme un "fleuron" de l'énergie (fossile) français. Elle durera jusqu'à mi-juin et fait notamment suite à des années de mobilisation de la société civile française et internationale. Ces mobilisations se sont intensifiées récemment, notamment à travers la contestation du projet EACOP (East African Crude Oil Pipeline) en Ouganda et en Tanzanie. Mais derrière le projet EACOP, il y a beaucoup d'autres projets fossiles. En effet, TotalEnergies **serait impliquée dans 33 projets pétroliers super-émetteur (à savoir des projets qui pourraient encore émettre plus d'un milliard de tonnes de CO_2e chacun)[12]**. Ces projets, qualifiés de "bombes carbone"[13], suscitent de vives inquiétudes en raison non seulement de leur impact climatique mais aussi de leur impact social et environnemental,

---

[5] Oraganisation Météorelogique Mondiale, Cliamte, 2024, https://wmo.int/fr/node/20249

[6] Le Monde, Nous poussons la planète vers un avenir climatique où seule une partie de sa surface sera habitable, 2023 https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/06/12/nous-poussons-la-planete-vers-un-avenir-climatique-ou-seule-une-partie-de-sa-surface-sera-habitable_6177325_3244.html

[7] Climate accountability, The Carbon Majors Database, 2024 https://carbonmajors.org/site//data/000/027/Carbon_Majors_Launch_Report.pdf , p.14

[8] IEA, Net Zero by 2050: A Roadmap for the Energy Sector, May 2021, p. 21, https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050; IEA, World Energy Outlook 2021, October 2021, https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2021, p. 100; IEA, World Energy Outlook 2022, October 2022, https://www.iea.org/ reports/world-energy-outlook-2022, p. 134

[9] Minal Pathak et al., "Technical Summary," In Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, 2022, edited by P.R. Shukla et al., Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, p. 68, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/ IPCC_AR6_WGIII_TechnicalSummary.pdf

[10] Leon Clarke et al, "Energy Systems," In Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, 2022, edited by P.R. Shukla et al, Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, p. 698, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/ IPCC_AR6_WGIII_Chapter06.pdf.

[11] Commission d'enquête sur les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France, https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/structures-temporaires/commissions-denquete/obligations-climatiques-totalenergies.html

[12] Greenpeace France, Les Bombes climatiques de TotalEnergies la forêt derrière l'arbre EACOP, 2023, https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/10/Rapport-Greenpeace- -Bombes-Climatiques- -Oct-23-1.pdf , Pour identifier les projets "super-émetteurs" impliquant TotalEnergies, Greenpeace France s'est basée sur la définition d'un projet selon la base de donnée Rystad (plus d'informations dans la partie "Méthodologie") et a comptabilisé les projets dont les émissions dépasseraient, d'après nos calculs estimatifs, 1 Gt de CO_2e, si toutes les réserves qu'il restait à extraire fin 2022 étaient exploitées.

[13] Ibid : *Les projets d'énergies fossiles actuels qui pourraient être responsables chacun de l'émission de plus d'un milliard de tonnes de CO_2e si leurs réserves étaient effectivement exploitées ; ainsi que les projets dans lesquels de nouvelles licences d'exploration fossile ont été acquises depuis 2015, date de l'adoption de l'Accord de Paris*

notamment dans des zones en proie à des conflits. Ainsi, en dépit de sa stratégie “durabilité et climat”[14], la multinationale TotalEnergies poursuit et augmente même son expansion dans le domaine des énergies fossiles (pétrole et gaz), contribuant ainsi à aggraver la crise climatique et de la biodiversité qui sévissent[15]. **Alors comment mettre en cohérence les activités de la major TotalÉnergies avec les engagements que la France prend sur la scène européenne et internationale en matière de biodiversité, de climat ou encore de droits humains ?**

I. Le paradoxe français : discours ambivalent entre politique nationale et engagements internationaux

Pour être crédible sur la mise en œuvre de la fin des énergies fossiles, la France doit montrer l’exemple. A plusieurs reprises, Emmanuel Macron a indiqué qu’il souhaitait que la France soit l’un des premiers pays industrialisés à sortir des énergies fossiles[16]. Aujourd’hui, qu’en est-il vraiment ?

1. La dépendance de la France au pétrole et son attraction pour le gaz naturel liquéfié

La France s’est fixée pour objectif de réduire sa consommation d’énergies fossiles de 40 % en 2030 par rapport à 2012. En 2022, la baisse de consommation n’a pas été suffisante pour respecter la trajectoire prévue. Pire, la consommation de produits pétroliers a augmenté en France en 2022[17], avec une hausse de la consommation de carburants : + 2,3 % pour le carburant routier et + 36 % pour le kérosène des avions. Et la planification écologique présentée en septembre 2023 prévoit une hausse du trafic aérien domestique en métropole jusqu’en 2030 au moins. Une sortie du pétrole en France en 2040-45, comme annoncé par Emmanuel Macron lors de la COP28 nécessiterait des actions fortes qui sont actuellement loin d’être engagées.

L’année dernière, Emmanuel Macron a également reporté de 2022 à 2027 la sortie du charbon pour la production d’électricité. De plus, ni la Stratégie française énergie et climat, ni la 3ème Stratégie nationale bas carbone, ni le 3ème Plan national d’adaptation au changement climatique, ni la 3ème Programmation pluriannuelle de l’énergie, n’ont été formellement adoptés. Ces documents sont pourtant essentiels pour guider l’action climatique à long terme du pays[18], fixer les budgets carbone de la France jusqu’à 2038 en cohérence avec l’atteinte de la neutralité carbone en 2050, établir les priorités d’action pour la production et la consommation d’énergie jusqu’à 2033. D’ailleurs le Haut Conseil pour le climat “*ne peut que s’inquiéter du risque de recul de l’ambition de la politique climatique induit par les dérives de calendrier de ses instruments les plus structurants*”[19].

---

[14] TotalEnergies publishes its Sustainability & Climate – 2024 Progress Report, which will be submitted to a consultative vote at the 2024 Annual Shareholders’ Meeting, https://totalenergies.com/media/news/press-releases/totalenergies-publishes-its-sustainability-climate-2024-progress-report

[15] Les Bombes climatiques de Totalenergies la forêt derrière l’arbre EACOP, oct, 2023, https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/10/Rapport-Greenpeace-_-Bombes-Climatiques-_-Oct-23-1.pdf

[16] Twitter, Emmanuel Macron, https://x.com/EmmanuelMacron/status/1573032433502617605

[17] Suivi des indicateurs de la PPE. Voir page 4 pour les énergies fossiles : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2023_10_11_Indicateurs_PPE.pdf

[18] Haut Conseil pour le climat, lettre au premier ministre, Réaffirmer l’engagement climatique de la France avec une trajectoire lisible et mobilisatrice, avril 2024, https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2024/04/HCC_lettre-Premier-ministre_20240402.pdf

[19] Haut Conseil pour le climat, lettre au premier ministre, Réaffirmer l’engagement climatique de la France avec une trajectoire lisible et mobilisatrice, avril 2024, https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2024/04/HCC_lettre-Premier-ministre_20240402.pdf

En dehors du retard de la France dans la construction de ces politiques climatiques, **il est inquiétant de constater que le gaz fossile est faussement présenté comme une source d'énergie moins dangereuse que le pétrole ou le charbon. En effet, il bénéficie d'une tolérance dans les politiques climatiques et énergétiques de la France**. Pourtant des recherches récentes démontrent que le gaz est tout aussi néfaste que le charbon notamment en raison des fuites de méthane, un gaz à effet de serre avec un potentiel de réchauffement 84 fois supérieur au CO_2, tout au long de la chaîne de production[20].

Le gaz naturel liquéfié c'est quoi ? Le gaz naturel liquéfié (GNL) désigne le gaz fossile qui n'est pas transporté par gazoduc sous forme gazeuse, mais qui est refroidi à -162 °C afin d'être liquéfié et transporté sur de longues distances par navires. Cela signifie que lorsque nous évoquons le GNL en Europe, nous parlons de gaz qui est extrait, converti en forme liquide, expédié à travers l'océan, reconverti en forme gazeuse, puis pompé à travers le réseau gazier européen pour finalement chauffer et refroidir les habitations, ou alimenter les activités industrielles[21].

La France gourmande en gaz liquéfié russe et gaz de schiste américain

La France est la troisième plus grande consommatrice de gaz fossile de l'Union européenne[22]. Pire encore, la politique énergétique de la France favorise l'augmentation des importations de GNL maintenant un système énergétique trop dépendant du gaz fossile.

Le gaz liquéfié Russe

La volonté d'augmenter les importations de GNL comme solution pour se passer de gaz russe livré lui par gazoduc s'est paradoxalement traduite par une augmentation de 45 % de GNL importé de Russie[23]. D'après POLITICO, au cours des trois premiers mois de l'année 2024, les livraisons de GNL russe vers la France ont augmenté plus que vers tout autre pays de l'UE par rapport à l'année dernière, selon les données analysées par le Centre de recherche sur l'énergie et l'air pur (CREA)[24]. **Toutefois, l'engouement pour le GNL n'a pas commencé avec la guerre en Ukraine : un doublement des importations avait déjà eu lieu entre 2018 et 2019, suite au début des importations depuis les États-Unis et la Russie**.

Cet intérêt pour le GNL suscite des inquiétudes majeures au regard de son impact sur le climat, la biodiversité et le respect des droits humains. Pourtant, si la France avait respecté ses objectifs de développement des énergies renouvelables, elle aurait pu économiser 60 TWh de gaz fossile, soit 15 % de sa consommation primaire de gaz en 2022[25].

---

[20] Deborah Gordon et al 2023 Environ. Res. *https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ace3db* ; Paulina Jaramillo and all, Environmental Science & Technology 2007, Comparative Life-Cycle Air Emissions of Coal, Domestic Natural Gas, LNG, and SNG for Electricity Generation ; Robert W. Howarth and all, Methane and the greenhouse-gas footprint of natural gas from shale formations, http://graphics8.nytimes.com/images/blogs/greeninc/Howarth2011.pdf

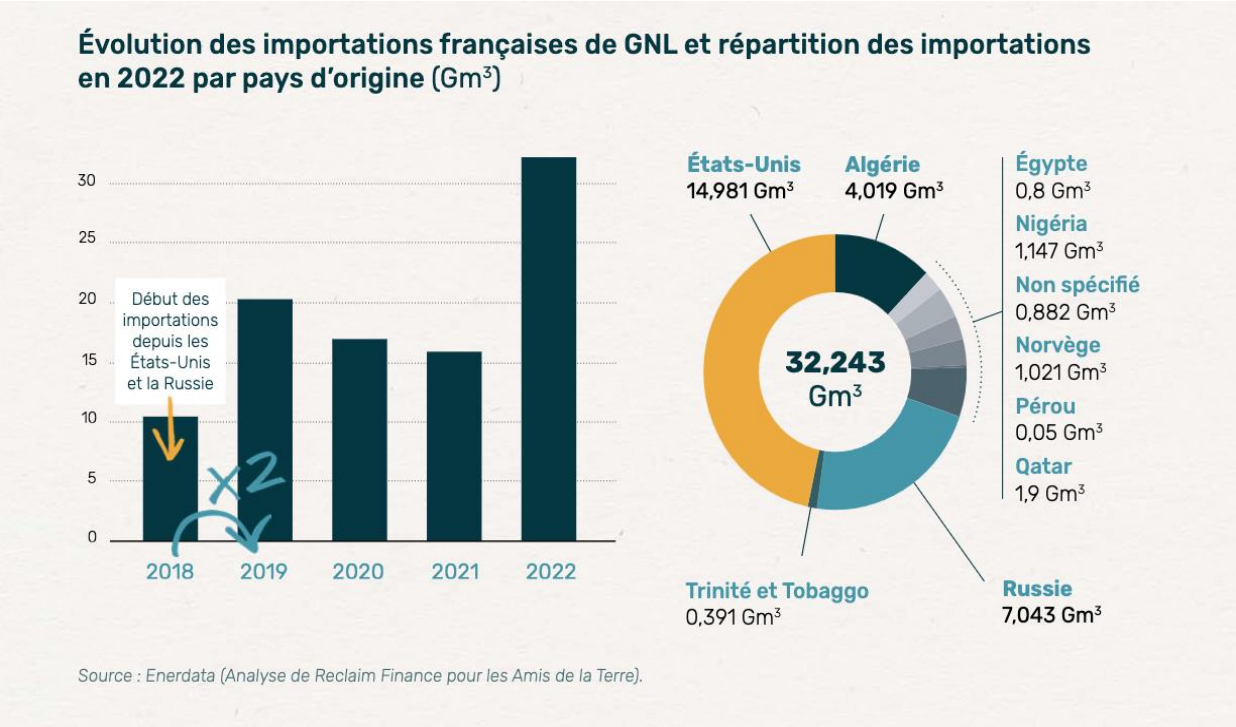
[21] GNL vers le chaos climatique, 10 raisons pour lesquelles le gaz fossile liquéfié est un mauvais choix pour l'Europe, 2022, https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2022/07/rapport-gnl-vers-le-chaos-climatique.pdf

[22] Eurostat, Consommation finale d'énergie par produit, dernière mise à jour : janvier 2024.

[23] 4,96 milliards de mètres cube en 2021, 7,18 en 2022. Chiffres Keplr rapportés par Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), European LNG Tracker, updated October 2023

[24] Victor Jack, France talks tough on Ukraine while gobbling up more Russian gas, https://www.politico.eu/article/france-talk-tough-ukraine-while-gobble-up-more-russia-gas/ : In the first three months of this year, Russian liquefied natural gas deliveries to France grew more than to any other country in the EU compared to last year, according to data analyzed by the Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA) think tank for POLITICO.

[25] Les Amis de la terre, Gaz Fossile la fabrique de la dépendance, https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2024/03/gaz-la-fabrique-de-la-dependance-v3.pdf p.4



Ici aussi, TotalEnergies est présent et détient une participation de 20 % dans le projet Yamal LNG (Liquefied Natural Gas), qui exploite une usine de liquéfaction dans le nord-ouest de la Sibérie, détenue majoritairement par l'entreprise énergétique privée russe Novatek. En vertu d'un contrat à long terme, l'entreprise française est tenue d'acheter au moins 4 millions de tonnes de GNL à l'usine chaque année jusqu'en 2032. Patrick Pouyanné, a publiquement qualifié de "déraisonnable" une interdiction par l'UE du GNL russe avant 2025 ou 2026, lorsque de nouveaux projets GNL seront mis en œuvre dans le monde entier, y compris aux États-Unis[26].

"Depuis le début de la guerre en Ukraine, les entreprises gazières se frottent les mains tandis que l'Union européenne, en passant de la dépendance russe à la dépendance américaine, maintient avant tout son addiction aux énergies fossiles. Pendant ce temps, notre capacité commune à maintenir des niveaux de réchauffement viables s'éloigne toujours davantage",

Edina Ifticene, chargée de campagne Énergies fossiles chez Greenpeace France, avril 2023

Le gaz de schiste américain

En parallèle de ses importations de GNL Russe, la France accroît sa dépendance au GNL américain. Or, le gaz américain est essentiellement du gaz de schiste extrait par fracturation hydraulique. La fracturation hydraulique est la **méthode d'extraction extrêmement nocive** pour l'environnement. En effet, ce procédé, visant à extraire le gaz de schiste, provoque davantage de fuites de méthane que les méthodes plus conventionnelles. La fracturation hydraulique est d'ailleurs interdite en France depuis 2011. Le premier bénéficiaire de cette politique en France reste la compagnie pétro-gazière TotalEnergies, troisième acteur

[26] Elise Wu and Laurence Walker, Unreasonable to ban Russian LNG before 2025 – TotalEnergies, 2023, https://montelnews.com/news/1523280/unreasonable-to-ban-russian-lng-before-2025--totalenergies

mondial du GNL et 1er exportateur de GNL américain[27]. TotalEnergies est présente sur l'ensemble de la chaîne du GNL, en amont avec de l'extraction par fracturation hydraulique aux États-Unis, via des participations dans des usines de liquéfaction, dans le transport, la regazéification, le trading et la distribution aux clients finaux[28]. Début avril 2024, TotalEnergies a également acquis la participation de 20% détenue par Lewis Energy dans des champs opérationnels et en développement de gaz de schiste, situés dans le bassin Eagle Ford[29].

Cette approche court termiste a répondu à la crise immédiate de l'approvisionnement énergétique en optant pour une dépendance à long terme aux combustibles fossiles. Cela s'est traduit par la construction de nouvelles infrastructures et la signature de contrats pluriannuels, compromettant ainsi la protection du climat, de la biodiversité, de la transition énergétique[30].

2. TotalEnergies : un "fleuron" français investissant massivement dans les énergies fossiles

« J'ai été frappée de voir à la gare de Bruxelles, il y a quelques mois, que les murs étaient tapissés de publicités pour TotalEnergies sur lesquelles on ne voyait que des éoliennes et des panneaux solaires. Il y a donc une incohérence entre l'image que renvoie ce groupe, celle d'un acteur qui investit massivement dans les énergies renouvelables, et la réalité de ses investissements dans le pétrole et le gaz fossiles, le gaz naturel liquéfié (GNL), entre autres, ce qui est trompeur pour les particuliers comme pour les investisseurs. »

***Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue ancienne coprésidente du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec),* auditionnée par la commission d'enquête sénatoriale le 29 janvier 2024 [31].**

Depuis plusieurs années, TotalEnergies affiche son intention de devenir "la major de l'énergie responsable". En réalité, la multinationale est engagée dans une logique d'expansion fossile qui mène la planète au chaos climatique. Parmi les centaines de projets dans lesquels TotalEnergies est impliquée, la multinationale participe notamment à **33 mégaprojets pétroliers et gaziers**, qui pourraient encore émettre plus d'un milliard de tonnes de CO_2e chacun[32]. Ces bombes climatiques représentent aussi trop souvent une menace pour la biodiversité. En effet, sur les 33 mégaprojets plus de la moitié[33] sont situés à moins de 50 km d'une zone de biodiversité protégée, et certains se trouvent même à l'intérieur de l'une de ces zones.

---

27 TotalÉnergie, Etats-Unis : TotalEnergies se renforce dans la production de gaz naturel au Texas, 2024, https://totalenergies.com/fr/actualites/communiques-de-presse/etats-unis-totalenergies-se-renforce-dans-la-production-de-gaz
Avec plus de 10 millions de tonnes (Mt) en 2023, TotalEnergies est le 1er exportateur de GNL américain, grâce à sa participation (16,6%) dans l'usine de liquéfaction de Cameron LNG (Louisiane) et plusieurs contrats d'achat de long terme. La capacité d'exportation de GNL américain de la Compagnie atteindra 15 Mt/an d'ici 2030 après le démarrage de la première phase du projet Rio Grande LNG (Texas), actuellement en construction.

28 Greenpeace France, https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/04/A-qui-profite-la-guerre-Resume-en-francais.pdf p.17

29 TotalÉnergie, Etats-Unis : TotalEnergies se renforce dans la production de gaz naturel au Texas, 2024, https://totalenergies.com/fr/actualites/communiques-de-presse/etats-unis-totalenergies-se-renforce-dans-la-production-de-gaz

30 Greenpeace France, Boom du gaz naturel liquéfié : comment les entreprises gazières piègent l'Europe et les États-Unis dans une dépendance au gaz, 2023, e plan REPowerEU, adopté par l'UE en réponse à la crise du gaz, destiné environ 10 milliards d'euros au financement d'infrastructures gazières. Ainsi, huit terminaux pour le gaz liquéfié sont en construction, et 38 autres ont été proposés https://www.greenpeace.fr/espace-presse/rapport-boom-du-gaz-naturel-liquefie-comment-les-entreprises-gazieres-piegent-leurope-et-les-etats-unis-dans-une-dependance-au-gaz/

31 Ces questions de publicité mensongère font l'objet d'un contentieux opposant Notre Affaire à Tous, les Amis de la Terre et Greenpeace contre TotalEnergies, assignée en justice pour pratiques commerciales trompeuses. Après des manœuvres dilatoires de Total pour tenter de retarder les débats sur le fond, la cour d'appel a récemment donné raison aux associations, les estimant recevables et ouvrant ainsi la voie aux débats de fond sur la publicité mensongère et le greenwashing de TotalEnergies

32 Greeenpeace France, les Bombes climatiques de Totalenergies la forêt derrière l'arbre EACOP, 2023, https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/10/Rapport-Greenpeace-_-Bombes-Climatiques-_-Oct-23-1.pdf

33 *ibid*

Depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015 et jusqu'au mois d'avril 2023, TotalEnergies a été impliquée dans l'acquisition de nouvelles licences d'exploration fossile dans le cadre de 84 projets différents. Pour 11 de ces projets, TotalEnergies a même été impliquée dans l'acquisition de nouvelles licences d'exploration fossile après 2021, soit après que l'AIE a publiquement recommandé de renoncer au développement de nouveaux champs pétroliers ou gaziers[34]. TotalEnergies est la 2ème entreprise la plus impliquée dans les 425 méga-gisements fossiles, derrière la société minière publique *China Energy* mais devant *Saudi Aramco*[35]. Présentement, la compagnie se classe au troisième rang mondial de l'approbation de nouveaux projets pétro-gaziers à travers le globe[36].

D'ailleurs, TotalEnergies ne cache pas son intention de continuer à exploiter davantage de pétrole et de gaz, comme le souligne le PDG, Patrick Pouyanné :

"Nous sommes des gens très simples chez TotalEnergies : nous voyons des ressources gigantesques, nous ne pouvons pas nous empêcher d'essayer d'y accéder. C'est ce que nous avons fait en décembre 2021. Et en 2022, nous avons signé le contrat. Et 2023 se présente bien. C'est ainsi que nous travaillons : des champs géants en eaux profondes, c'est bien : allons-y. Cela correspond à nos critères. Lorsque vous avez ce type d'opportunités, vous ne pouvez pas les ignorer. Sinon, vous pourriez le regretter pendant longtemps, et vous n'êtes pas sûr qu'elles reviendront"[37].

En février 2024, la major a annoncé des profits records avec un bénéfice de 21,4 milliards de dollars lors de la présentation de ses résultats 2023 et objectifs 2024, une hausse de 4,2 % par rapport à 2022[38]**. Et, malgré ses profits, ce n'est pas pour autant que la major investit massivement dans les énergies renouvelables.** La part maximale des énergies renouvelables dans le mix énergétique de TotalEnergies restera inférieure à 10 % en 2030. Pour 1$ investi dans la branche électricité en 2023, 2,5$ sont investis dans le gaz et le pétrole et 3,4$ ont été distribués aux actionnaires. D'ici à 2030, 33% des investissements sont prévus dans l'électricité et les nouvelles molécules, soit 2 fois moins que les investissements prévus dans le pétrole et le gaz (d'après les calculs de Reclaim Finance).

---

[34] IEA, Net Zero by 2050: A Roadmap for the Energy Sector, May 2021, p. 21, https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050; IEA, World Energy Outlook 2021, October 2021, https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2021, p. 100; IEA, World Energy Outlook 2022, October 2022, https://www.iea.org/ reports/world-energy-outlook-2022, p. 134

[35] Le Monde, Bombe Carbone : TotalEnergie, numero deux mondial des mégagisement fossiles, 2023, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/10/31/bombes-carbone-totalenergies-numero-deux-mondial-des-megagisements-fossiles_6197487_4355770.html

[36] Oil Change International, Big oil reality check 2023, french oil and gas majors continues to invest in new extraction incompatible with the 1,5 degree limit, 2023, https://priceofoil.org/content/uploads/2023/05/BORC_Total_23_vf.pdf

[37] Taduction libre : TotalEnergies, "Strategy, Sustainability & Climate investor meeting transcript," p. 18, https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2023-03/Strategy_Sustainability_and_Climate_investor_meeting_2023_transcript.pd: We are very simple guys at TotalEnergies: we see giant resources, we cannot avoid trying to get in. This is what we've done in December '21. And in '22, we signed the contract. And '23 is good. That's the way we work: giant deepwater fields, that's good: let's go. It's fitting our criteria. When you have this type of opportunities, you cannot avoid them. Otherwise, you can regret for a long time, and you are not sure they'll come back.

[38] Reclaim Finance, Totalenergies piétine le climat au profit des actionnaires, 2024, https://reclaimfinance.org/site/2024/02/09/totalenergies-pietine-le-climat-au-profit-des-actionnaires/

Selon Reclaim Finance, 16,6 milliards de dollars ont été distribués aux actionnaires en 2023, avec une hausse des dividendes par action de 7,1 % sur cet exercice. Les investissements 2023 ont été à hauteur de 17,6 milliards de dollars : 63 % des investissements sont allés aux branches “exploration-production” (exploration et extraction de pétrole et gaz) et “integrated LNG” (gaz naturel liquéfié). 29 % sont allés dans la branche « integrated power » (qui comprend les énergies renouvelables et les centrales à gaz)[39].

TotalEnergies prévoyait même d'augmenter sa production totale de pétrole et de gaz de 2 % en 2023, grâce à de nouveaux projets mis en service à Oman, au Brésil et en Azerbaïdjan[40]. TotalEnergies prévoit d'augmenter sa production de pétrole et de gaz de 2 à 3% par an d'ici à 2028, avec une hausse de la production de pétrole prévue alors que l'entreprise prévoyait auparavant un maintien[41]. Le GNL est essentiel aux plans de croissance de la production de combustibles fossiles de TotalEnergies - **l'entreprise vise à augmenter sa production de GNL de 40 % entre 2021 et 2030, grâce à de nouveaux projets d'expansion au Qatar, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Mozambique et aux États-Unis[42]**. La quête de nouveaux projets de développement de pétrole et de gaz par TotalEnergies s'étend à des pays avec peu ou pas d'extraction existante, comme la Namibie, où l'entreprise affirme avoir découvert "un nouveau bloc potentiellement riche"[43].

Table 1: Applying the *Big Oil Reality Check* criteria to assess TotalEnergies's climate plans

Ambition					Integrity				People-centered transitions	
Stop exploration	Stop approving new extraction projects	Decline oil and gas production: Starting now?	Decline oil and gas production: By 2030?	Set explicit end date for oil and gas extraction and long-term production phase-out plan, aligned with 1.5°C	Set absolute target(s) to reduce all its emissions, including value chain emissions	Do not rely on carbon seques-tration or offsets	Be honest about fossil gas as high carbon	End lobbying and ads that obstruct climate solutions	Commit plans and funding to support workers' transitions into new sectors	Uphold human rights and Indigenous Peoples' rights, including to Free, Prior, and Informed Consent
No[25]	No[26]	No[27]	No[28]	No[29]	Insufficient scope 3 target[30]	No[31]	No[32]	No[33]	Limited reference[34]	Policy lacks meaningful safe-guards[35]

COLOR CODE FOR RATING COMPANY COMMITMENTS AGAINST CRITERIA

Grossly insufficient	Insufficient	Partially aligned	Close to being aligned	Fully aligned

“TotalEnergies, grâce à l'offre et à la demande, a une capacité à faire perdurer ses débouchés ; elle a intérêt à ce que les instruments des politiques publiques aillent en ce sens. Il est facile de constater la demande et d'appeler à y répondre lorsque l'on est intervenu au préalable pour éviter l'instauration d'une taxe carbone, par exemple. De fait, c'est un problème insoluble”. **Pierre-Louis Choquet, sociologue, chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) auditionnée par la commission d’enquête sénatoriale le 1er février 2024.**

39 Reclaim Finance, Assessment of totalenergies’ climate strategy, 2023, https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2023/10/Assessment-of-TotalEnergies-Climate-Plan.pdf

40 TotalEnergies, “Fourth quarter and full-year 2022 results,” p. 15, This is relative to TotalEnergies’ 2022 production excluding the 0.3 Mboe/d of production from the company’s investment in the Russian company Novatek, which TotalEnergies wrote off as an impairment at the end of 2022 https://totalenergies.com/system/files/documents/2023-02/TotalEnergies_4Q22_Results.pdf,

41 TotalEnergies, “2023 Strategy and outlook”, p.13, https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2023-09/TotalEnergies_2023_Strategy_Outlook_presentation.pdf

42 TotalEnergies, “Strategy, Sustainability & Climate,” March 2023, p. 14, https://totalenergies.com/system/files/documents/2023-03/2023_TotalEnergies_Strategy_Sustainability_Climate_Presentation.pdf

43 TotalEnergies, “Strategy, Sustainability & Climate,” p. 11, https://totalenergies.com/system/files/documents/2023-03/2023_TotalEnergies_Strategy_Sustainability_Climate_Presentation.pdf

La démarche "en même temps" choisie par TotalEnergies manque de cohérence sur le plan climatique. Elle conduira à des conséquences dramatiques pour le climat, la biodiversité et le respect des droits humains. Enfin, TotalÉnergies ne fait pas que répondre à la demande, bien au contraire l'entreprise entretient le marché de l'offre et de la demande, la première ayant une influence sur la seconde. Cet argument, qui relève des douze *« discours retardant l'action climatique »*, est fallacieux à plusieurs égards[44]. Par exemple, il ne fait volontairement pas la distinction entre demande et besoins. La demande énergétique actuelle ne correspond en aucun cas uniquement à des besoins (ex : débat jets privés ; ou bien encore le besoin de mobilité par lesquels on a répondu par la voiture individuelle thermique). Les producteurs cherchent toujours à influencer la demande. TotalEnergies, à travers son lobbying intense pour faire avorter les propositions de régulations, telle qu'une taxe sur les investissements vers les énergies fossiles, participe pleinement à la création de la demande[45] ou encore la présence massive des lobbyistes des énergies fossiles à la dernière COP et la mention dans le Bilan Mondial de la capture de carbone ou encore la présentation du gaz comme une énergie de transition. **Pourtant les réserves actuelles sont suffisantes pour répondre à une demande maîtrisée, il n'y a aucun besoin de nouveaux gisements et projets : TotalEnergies entretient un marché climaticide.** Par ailleurs, TotalEnergies est aussi un acteur de la demande avec son réseau important de distribution et ses participations dans des acteurs de l'industrie automobile et de pétrochimie (production de lubrifiants, plasturgie, etc).

3. Persistance d'un soutien financier aux énergies fossiles

Il y a également un écart considérable entre le discours et les actes concernant les financements.
Bien que la France ait mis fin à la quasi-totalité de ses soutiens financiers publics à l'international aux projets de pétrole et de gaz[46], de nombreux avantages fiscaux sont encore accordés aux énergies fossiles au niveau domestique. Certains usages ou acteurs bénéficient d'avantages fiscaux, comme le transport aérien, et de réduction ou d'exonération des taxes intérieures sur la consommation d'énergies fossiles (TICPE, TICGN, TICC).

Au sein du budget de l'État, ce sont au moins 67 milliards d'euros d'argent public qui ont subventionné en 2023 des activités contribuant au dérèglement climatique[47], et donc incité à la consommation d'énergies fossiles. Par ailleurs, près de 6 milliards d'euros de dépense publique sont consacrés au soutien à l'épargne[48], y compris en faveur des investissements dans les entreprises qui participent à l'expansion fossile. Les acteurs financiers français contribuent au développement des énergies fossiles à travers des financements aux projets et aux entreprises qui les développent, aux produits d'assurance et à l'investissement dans ces mêmes entreprises.

---

[44] Le Monde, Tribune, Nous, scientifiques et experts, appelons les actionnaires de TotalEnergies à voter contre la stratégie climat de la firme, https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/07/nous-scientifiques-et-experts-appelons-les-actionnaires-de-totalenergies-a-voter-contre-la-strategie-climat-de-la-firme_6172438_3232.html

[45] Totalment, Total : démêler le vrai du faux, https://www.totalment.fr/au-senat/total-vrai-faux

[46] Les Amis de la Terre, "PLF 2023 : la France propose enfin d'interdire ses soutiens publics aux nouveaux projets gaziers et pétroliers", Communiqué de presse, 26 septembre 2022.

[47] Réseau Action climat, 67 milliards d'euros de dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité, 2022, L'année d'avant ce chiffre était de l'ordre de 25 milliards, avant la guerre en Ukraine https://reseauactionclimat.org/67-milliards-deuros-de-depenses-nefastes-pour-le-climat-et-la-biodiversite/

[48] Reclaim Finance, La loi "Industrie verte" manque sa cible sur le financement, mai 2023.

“Puisque l'on ne va pas sortir du pétrole et du gaz du jour au lendemain, les services financiers au secteur doivent demeurer ; mais cela ne justifierait en aucun cas la mise en place de nouveaux services financiers qui iraient nourrir l'expansion des énergies fossiles. Il est tout à fait à la portée des acteurs financiers - banques, assureurs et investisseurs - d'opérationnaliser ce filtrage.”

Lucie Pinson, **directrice de Reclaim Finance, auditionnée par la commission d’enquête sénatoriale le 15 février 2024**

Selon les derniers rapports de la Fédération bancaire française (FBF) concernant le financement du secteur énergétique par les banques françaises, celles-ci se présentent comme les "pionnières de la sortie des énergies fossiles". Cependant, malgré une augmentation bienvenue des crédits alloués aux énergies renouvelables (73 Mds€ en 2023, contre 51 Mds€ en 2022, soit + 42 %), les banques françaises restent encore des alliés à l’expansion des énergies fossiles et aucune des quatre principaux groupes bancaires ne s’est engagé à en sortir à terme.

Si certaines banques ont adopté diverses cibles de baisses d’exposition (BNP Paribas et Société Générale) ou des émissions financées liées au secteur pétrolier et gazier, seules La Banque Postale et Crédit Mutuel Arkéa ont renoncé au financement de l’expansion du secteur.[49] En effet, toutes les autres banques peuvent encore financer de nouveaux terminaux d’exportation ou d’importation de gaz naturel liquéfié (GNL) et surtout accorder des financements aux entreprises développant de nouveaux projets d’extraction ou de transformation et transport d’énergies fossiles. C’est bien là que le bât blesse. Bien que l’on puisse se réjouir de la baisse du poids des énergies fossiles dans le bilan des banques, leurs soutiens à l’expansion pétro-gazière les maintiennent loin de l’objectif de limitation du réchauffement planétaire à 1,5°C.

Exemple emblématique : Le groupe BPCE appartenant aux Banques Populaires et Caisses d’Epargne a beau avoir une cible de baisse de 70 % de ses émissions financées liées au secteur pétro-gazier à horizon 2030, sa filiale Natixis CIB a aidé ce mois-ci TotalEnergies à lever 4,25 milliards de dollars sur le marché obligataire. **Autre exemple illustratif** : BNP Paribas a beau avoir un objectif de réduire à 10 % le poids des énergies fossiles dans ses expositions de crédits à la production d’énergies à horizon 2030, cela ne lui a pas empêché début 2024 de participer à un prêt de 3 milliards de dollars à Eni.

De leur côté, seule une poignée de gestionnaires d’actifs et investisseurs institutionnels se sont engagés à ne plus investir dans les entreprises qui développent de nouveaux projets pétroliers et gaziers[50].

4. La diplomatie économique française : une incohérence profonde avec les engagements climatiques de la France

« L’État n'a aucune participation dans TotalEnergies, qui est une entreprise purement privée. Comme il le fait pour n'importe quelle entreprise, le ministre de l’Économie et des finances veille au respect, par cette dernière, de l'ordre public économique et financier du pays. Et c'est tout ce que j'ai à faire à l'égard de cette entreprise, qui se gère elle-même, qui a un conseil d'administration, qui a des actionnaires et qui est dirigée par un président-directeur général (P-D.G.), qui s'appelle Patrick Pouyanné. Le rôle de l'État est un rôle de régulateur, un rôle de gardien de l'ordre économique et financier, pour s'assurer que Total respecte ses obligations, notamment en matière environnementale et sociale. »

Bruno Le Maire, ministre de l’Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, auditionnée par la commission d’enquête sénatoriale le 4 avril 2024

[49] Reclaim Finance, Les banques françaises toujours alliées de l’expansion fossile, avril 2024.

[50] Reclaim Finance, Soutien des gestionnaires d’actifs français à l’expansion fossile : l’heure du changement, Avril 2024.

Le gouvernement et le Président de la République se sont attachés à se construire une image de "champions du climat", au travers du discours volontariste de la diplomatie climatique française, illustrée par son adhésion à des initiatives telles que Beyond Oil and Gas Alliance (BOGA) et Clean Energy Transition Partnership (CETP), ou encore via les engagements pris lors des discours de l'ancienne ministre de la Transition Énergétique Agnès Pannier-Runacher ou encore de l'ancien Ambassadeur climat, Stéphane Crouzat lors de la COP28, en faveur de l'abandon des énergies fossiles (*phase out*). Ce discours entre en contradiction manifeste avec la diplomatie économique qui continue de favoriser le soutien aux grands groupes français à l'étranger, notamment dans le secteur des énergies fossiles.

De plus, la France a d'un côté pris des mesures telles que l'arrêt de la délivrance de nouveaux permis d'exploration pétro-gazière sur son territoire, conformément à l'Accord de Paris (loi Hulot de 2017) et mis fin aux garanties export en 2022. Avant cette date la France garantissait des prêts de banques françaises pour des projets pétroliers et gaziers, s'il y avait un défaut de paiement l'État remboursait la banque[51].

Cependant, le soutien au développement de projets gaziers et pétroliers prend d'autres formes. **La France continue d'utiliser son influence diplomatique pour favoriser l'expansion pétro-gazière à l'étranger quand les entreprises impliquées sont françaises**. **Il est donc légitime de questionner les leviers diplomatiques qui vont pourtant à l'encontre de ses engagements climatiques sur la scène internationale.**

Comment la France apporte-t-elle son soutien ?

- **Grâce à la voix du président de la République**
    - Lors de sa visite en **Papouasie-Nouvelle-Guinée en juillet 2023**, Emmanuel Macron a promu un partenariat visant à récompenser la préservation de la forêt primaire pour les services qu'elle offre en termes de biodiversité et de lutte contre le changement climatique. Parallèlement, le président français a exprimé son soutien à un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) mené par TotalEnergies dans cet État insulaire du Pacifique.

"TotalEnergies investit dans ce pays, ce qui est bien, car cela crée des emplois", a expliqué le président. *"Ce projet s'inscrit intelligemment dans une stratégie plus large et régionale visant à remplacer le charbon par le gaz dans les pays asiatiques"*[52].

Peter Bosip, Directeur exécutif du Centre pour les droits communautaires et la loi environnementale (Celcor / Amis de la Terre Papouasie-Nouvelle-Guinée), alerte sur les risques soulevés par le projet Papua LNG, emblématique de la stratégie du groupe français.

"Ce projet aura des conséquences environnementales et sociales négatives, et un impact encore plus lourd en termes climatiques. Si TotalEnergies et le Crédit agricole – le conseiller financier du projet – veulent développer leurs activités, ils peuvent investir dans les énergies renouvelables dans mon pays"[53].

---

[51] Les Amis de la Terre France, « PLF 2023 : la France propose enfin d'interdire ses soutiens publics aux nouveaux projets gaziers et pétroliers », https://www.amisdelaterre.org/communique-presse/plf-2023-la-france-propose-enfin-dinterdire-ses-soutiens-publics-aux-nouveaux-projets-gaziers-et-petroliers/ 26 septembre 2022

[52] Le monde, Un projet gazier de TotalEnergies en Papouasie-Nouvelle-Guinée qualifié de « bombe climatique » par des ONG https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/10/02/en-papouasie-nouvelle-guinee-un-projet-gazier-de-totalenergies-denonce-comme-une-bombe-climatique-par-les-ong_6191993_3244.html

[53] *Ibid*

- Dans le cadre du lancement du *Just energy transition partnership* pour **le Sénégal** en juin dernier, Emmanuel Macron a déclaré : "*On va lui permettre de développer ses projets gaziers parce que le gaz est une énergie de transition. Ce qu'on veut faire, c'est sortir les grands émergents du charbon. C'est une priorité"*[54]. Or le gaz fossile n'est pas une énergie de transition, il est tout aussi dangereux que le charbon et le pétrole, et investir aujourd'hui dans des champs et infrastructures gazières qui seront en service pour des décennies n'a rien de "transitoire", c'est verrouiller ces pays dans la dépendance à une énergie fossile.

- **Par la voix de ses Ambassadeurs :** une ambassade française sur trois se ferait le relais de la communication de la compagnie pétro-gazière selon les calculs de Mediapart. *52 ambassades sur 168 - s'était fait le relais diplomatique du géant pétrolier depuis 2021, date à laquelle la compagnie Total s'est rebaptisée TotalEnergies*[55]. Ce soutien se concentre tout particulièrement en Afrique, soit 20 ambassades sur 52. Il convient de noter que TotalEnergies, est le plus grand développeur de nouvelles ressources pétrolières et gazières en amont en Afrique[56]. Ce relais se manifeste sous différentes formes : prises de parole des ambassadeurs dans des conférences pétrolières ou sur les réseaux sociaux, sponsoring des événements de l'ambassade par Total, etc. En Ouganda, l'ambassade de France était allée jusqu'à organiser une *"farewell party*" pour le départ du pays du directeur général de Total Ouganda[57].

Un autre phénomène inquiétant est celui des portes tournantes. Il s'agit des allers-retours de hauts responsables entre la sphère politique, la haute administration et les grandes entreprises. Ces portes tournantes sont particulièrement nombreuses dans le cas de TotalEnergies, comme l'avait révélé une enquête des Amis de la Terre France et de l'Observatoire des multinationales en 2021[58]. Ces interactions incessantes brouillent la frontière entre l'intérêt public et les intérêts privés, octroyant à TotalEnergies un accès privilégié aux décideurs et décideuses. Les institutions publiques, quant à elles, peuvent être largement influencées par les logiques du secteur privé et soutiennent aveuglément l'entreprise simplement parce qu'elle est considérée comme un fleuron de l'industrie française. Hélène Dantoine, actuellement directrice de la diplomatie économique au ministère des Affaires étrangères, est chargée de promouvoir les intérêts économiques français à l'étranger. Avant de rejoindre cette position en 2020, elle a occupé des fonctions chez TotalEnergies pendant plus de sept ans, de 2011 à 2019. Elle a notamment assumé le rôle de directrice Afrique pour les filiales d'exploration et a dirigé les affaires publiques de la société.

Un exemple criant de vérité : Le projet d'oléoduc géant de TotalEnergies en Ouganda et en Tanzanie (Tilenga et EACOP (East African Crude Oil Pipeline)). TotalEnergies prévoit de forer plus de 400 puits de pétrole sur 34 nouvelles plateformes pétrolières, dont un tiers dans l'aire naturelle protégée des Murchison Falls en Ouganda et de construire le plus long oléoduc chauffé au monde (1 445 km de long, chauffé à 50°C en raison de la viscosité du pétrole) pour transporter ces 200 000 barils quotidiens de pétrole jusqu'au port de Tanga en Tanzanie, d'où ils seront exportés[59]. Ces projets contribuent à l'émission de millions de tonnes supplémentaires de CO_2 dans l'atmosphère, mettant en péril plusieurs zones humides et réserves naturelles abritant des espèces animales en danger. L'oléoduc EACOP traversera le bassin du lac Victoria, plus grande réserve d'eau douce en Afrique, dont dépendent plus de 40 millions de personnes

---

[54] France Info, twitter https://twitter.com/franceinfo/status/1672134776956891139

[55] Mediapart, TotalEnergies : quand la diplomatie française se met au service du géant pétrolier, contre le climat, 2024, https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/280324/totalenergies-quand-la-diplomatie-francaise-se-met-au-service-du-geant-petrolier-contre-le-climat

[56] Who is Financing Fossil Fuel Expansion in Africa ?

[57] Les Amis de la Terre France et l'Observatoire des Multinationales, Comment l'Etat français fait le jeu de Total en Ouganda, 2021,https://www.amisdelaterre.org/letat-francais-fait-le-jeu-de-total-en-ouganda/

[58] ibid.

[59] Assemblée nationale, question 44190, de M Matthieu Orphelin, 15 ème legistlature, https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-44190QE.htm

pour leur accès à l'eau potable. Ils sont déjà responsables de déplacements forcés de populations et de nombreuses violations des droits humains[60]. Mais bien souvent au nom de la « diplomatie économique », le gouvernement en vient à défendre **ces projets pétroliers extrêmement controversés.** Face aux interpellations multiples, Emmanuel Macron a déclaré le 12 octobre 2022, que la France ne soutient pas EACOP. Pourtant, après la réélection en 2021 du président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 40 ans,Emmanuel Macron lui a envoyé une lettre officielle de félicitations, évoquant le projet EACOP, *« qui permettra l'exploitation et l'exportation du pétrole »*, et serait *« une opportunité majeure d'intensifier le commerce entre nos deux pays et de développer davantage notre coopération »*. Le président Macron insistait alors dans cette lettre : *« Vous pouvez compter sur moi pour mobiliser l'expertise et les investisseurs français pour augmenter la présence française en Ouganda[61]. »*

Un symbole national de cette politique à contresens des engagements climatiques de la France, influencée par TotalEnergies, est incarné par l'installation d'une nouvelle infrastructure fossile : le terminal méthanier flottant du Havre (FSRU Cape Ann). Dès le début de la guerre en Ukraine, TotalEnergies rencontre les cabinets du président de la République, du Premier ministre et du ministère de la transition écologique, avec un objectif : *« sensibiliser les autorités françaises sur les enjeux et les solutions d'approvisionnement en GNL»*, comme en atteste une déclaration déposée sur le registre du des représentants d'intérêts de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)[62]. Le terminal méthanier du Havre est décidé, en août 2022, et bénéficiant de facilités règlementaires majeures[63], ce terminal flottant affrété par TotalEnergies est mis en service en octobre 2023 pour une durée de cinq ans. Alors que ce terminal est censé garantir la "sécurité d'approvisionnement" dans un contexte exceptionnel de crise énergétique, son utilité est questionnée[64]. Les données de Greenpeace, recoupées par Disclose, montrent que la France a largement de quoi satisfaire ses besoins en gaz sans avoir à installer de nouvelles infrastructures. Sur les 64,8 milliards de mètres cubes (bcm) de gaz importés en 2022, 25 % (16,47 bcm) ont été revendus à ses voisins européens, selon les chiffres du réseau européen des gestionnaires de réseau de transport de gaz (ENTSOG)[65]. De plus, la demande devrait baisser dans les prochaines années, de sorte que le terminal n'était utile ni en 2023, ni maintenant, ni dans les prochaines années.

En conclusion, bien souvent, le soutien protéiforme de l'État français aux entreprises du secteur notamment gazier est justifié par le fait que ces entreprises devraient "jouer un rôle clé dans la transition". Pourtant, TotalEnergies n'a pas de stratégie cohérente de sortie des énergies fossiles et mise même sur l'augmentation de la production d'hydrocarbures[66]. Le gouvernement ne semble pas vouloir mettre en place des législations qui permettent de stopper cette expansion que ce soit par l'inscription dans la loi de la sortie des énergies fossiles, par la taxation des profits - ou au moins des superprofits - pour

---

[60] Les Amis de la Terre et Survie, EACOP la voie du désastre, enquête sur le projet d'oléoduc géant de Total en Tanzanie, 2022, https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2022/09/eacop-la-voie-du-desastre-amis-de-la-terre-survie-oct-2022.pdf

[61] Uganda Media Centre, President Macron Pledge Political, Economic Support, Ahead of Swearing-in, pushes EACOP Oil Pipeline, dans mediapart, 2021, https://www.mediapart.fr/journal/economie/270921/le-discret-soutien-de-macron-au-projet-climaticide-de-total-en-ouganda ; réponse de l'Élysée : l'Élysée est à son tour obligé de reconnaître l'authenticité du courrier, en réponse à notre relance : *« Il s'agit d'un important projet d'investissement qui implique une entreprise française. À ce titre, il a été mentionné dans des échanges à haut niveau avec les autorités ougandaises. »*

[62] Disclosure, Au Havre, l'installation d'un nouveau terminal méthanier repose sur un mensonge d'État, 2023, https://disclose.ngo/fr/article/au-havre-le-nouveau-terminal-methanier-repose-sur-un-mensonge-detat

[63] France Nature Environnement, 2022, https://fne.asso.fr/actualites/terminal-methanier-du-havre-la-democratie-environnementale-dans-le-gaz

[64] Greenpeace France, Terminal méthanier flottant du Havre : symbole d'une politique climatique et énergétique à la dérive, 2023, https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/06/Rapport_terminal_methanier_flottant.pdf

[65] Disclosure, Au Havre, l'installation d'un nouveau terminal méthanier repose sur un mensonge d'État, 2023, https://disclose.ngo/fr/article/au-havre-le-nouveau-terminal-methanier-repose-sur-un-mensonge-detat

[66] Voir Oil Change International, Big Oil Reality Check 2023, — An Assessment of TotalEnergies, Eni, and Equinor's Climate Plans, mai 2023. Reclaim Finance, Major Failure: TotalEnergies' climate plan fails to reduce emissions, mars 2022. Greenpeace France, La pseudo neutralité carbone de TotalEnergies, Décryptage de la stratégie net zéro de TotalEnergies et du mythe de la compensation, janvier 2022.

financer la transition écologique, par l'obligation de quota carbone pour les entreprises qui développent les fossiles etc. **Si la France veut être crédible à l'international sur ses discours de sortie des énergies fossiles, elle doit d'abord aligner sa diplomatie économique sur les objectifs de l'Accord de Paris. Cela implique d'arrêter de soutenir toute entreprise contribuant à l'expansion de la production d'énergies fossiles**.

II. Entre la malédiction des ressources et la bataille de récit sur la transition hors des énergies fossiles : trouver le chemin de la justice climatique

Lors de la COP28 à Dubaï, différentes perspectives se sont opposées : d'un côté, ceux prônant une sortie totale des énergies fossiles (*phase out*), avec le leadership des nations insulaires et de certains pays latinoaméricains. De l'autre, ceux plaidant pour une réduction progressive de l'utilisation des énergies fossiles (*phase down*), notamment représentés par des pays comme l'Arabie saoudite et la Russie, ainsi que certains pays du Sud qui dénonçaient l'hypocrisie des grands consommateurs comme l'Union européenne et les États-Unis. Sans compter la présence massive des lobbyistes des énergies fossiles qui défendent leur modèle économique. En toile de fond des échanges est toujours mise en avant également la question du droit au développement des pays qui possèdent notamment des ressources fossiles et qui pourraient les exploiter.

1. La malédiction des énergies fossiles

"Les économies africaines les plus dynamiques ne sont pas celles qui dépendent exclusivement des ressources naturelles, en particulier du pétrole. L'effet sur le taux de change est d'ailleurs bien documenté... Au contraire, ce sont les économies les plus diversifiées qui s'en tirent le mieux, même en temps de crise. Il se trouve qu'elles exploitent parfois des énergies fossiles, mais souvent pour une part limitée de leur produit intérieur brut" **Le directeur de l'Agence Française de Développement Rémy Rioux, auditionnée par la commission d'enquête sénatoriale le 12 février 2024**

La "malédiction des ressources" ou le "paradoxe de l'abondance" désigne les effets néfastes qui peuvent découler de la surabondance de ressources naturelles, notamment les ressources non renouvelables comme le pétrole et les minéraux. Bien que ces ressources puissent offrir des perspectives de prospérité, leur extraction peut également provoquer une instabilité économique, des conflits sociaux, ainsi que des dommages significatifs pour le climat et la biodiversité. Lors de la Commission d'enquête au Sénat sur TotalEnergies, plusieurs intervenant.e.s font référence à cette malédiction. **Selon, Philippe Copinschi : il y a une corrélation négative claire entre la forte dépendance d'un pays à l'égard de ses ressources naturelles, notamment énergétiques - pétrole, gaz ou même uranium, pour le Niger, et son développement[67].**

[67] Audition de M. Philippe Copinschi, docteur en relations internationales, spécialiste des questions énergétiques mondiales, 2024, https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20240122/ce_total.html

Pourtant à ce jour, seuls 2 % des dépenses en énergie propre sont réalisées en Afrique[68]. La faiblesse des investissements s'explique notamment par le coût du capital, et donc par le taux d'emprunt. Ce coût peut être deux à trois plus élevé en Afrique, qu'en Europe, en Amérique du Nord, voire en Chine. Pour atteindre les objectifs du continent en matière de développement énergétique et de climat, les investissements dans l'énergie devront plus que doubler d'ici 2030 par rapport aux 90 milliards d'USD actuels. Cela nécessite un changement radical en matière d'investissement, en abandonnant les projets de combustibles fossiles conçus pour approvisionner les pays étrangers au profit de projets d'énergie propre, et en accordant un rôle plus important aux systèmes décentralisés.

"La dépendance aux combustibles fossiles de l'Europe est un moteur majeur derrière les nouveaux projets de GNL en Afrique. La ruée vers le pétrole et le gaz de l'Afrique n'a rien à voir avec l'amélioration de l'accès à l'énergie pour les Africains"[69], **Anabela Lemos, directrice des Amis de la Terre Mozambique 2022**.

En conclusion, il est crucial de noter que TotalEnergies se démarque en tant que principal promoteur de projets liés aux énergies fossiles en Afrique. Ces projets sont souvent orientés vers des marchés étrangers et bénéficient peu aux populations locales, alors même que près de 600 millions d'Africain.e.s demeurent privés d'accès à l'électricité.

2. La batailles des récits autour de la notion de transition hors des énergies fossiles : entre lobbyistes et États

Durant les négociations à Dubaï, pas moins de 2 456 lobbyistes des énergies fossiles étaient présent.e.s[70]. Ce chiffre est en nette augmentation par rapport à l'an dernier (636 lors de la COP27) et l'année d'avant (503 lors de la COP26). En comparaison, les délégations des dix pays les plus vulnérables au changement climatique, telles que la Somalie, les Îles Salomon et le Soudan, ne comptaient que 1 509 personnes. Si l'on considérait les lobbyistes des énergies fossiles comme une délégation à part entière, ils constitueraient la troisième plus grande délégation, juste derrière le Brésil et les Émirats.

Le gouvernement français a accordé une accréditation de membre de la délégation française à la COP28 à six cadres de TotalEnergies, dont Patrick Pouyanné. Peu de temps après l'adoption du Bilan Mondial lors de cette COP, TotalEnergies estimait que l'accord de Dubaï confortait sa stratégie et "*notait avec intérêt"* l'utilité prêtée, dans le rapport, aux carburants dits de transition. *"Le gaz joue un rôle utile comme énergie de transition flexible"*, estime-t-elle[71]. **Il y a une incompatibilité fondamentale entre déclarer vouloir lutter contre le changement climatique, soit atteindre zéro carbone net d'ici 2050 (avant pour les pays développés) et les plans des entreprises pétro-gazières qui veulent continuer à augmenter leur production, ce qui n'est pas compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris**. Ainsi, donner une place prépondérante à une industrie dont le business model est fondamentalement opposé à l'objectif des négociations climat constitue un grave conflit d'intérêt. À ce jour, il n'y a pas encore de politique de

---

[68] IEA, Executive summary, A dramatic increase in energy investment into African countries is essential, https://www.iea.org/reports/financing-clean-energy-in-africa/executive-summary : Africa accounts for around 20% of the world's population but attracts less than 2% of its spending on clean energy.

[69] COP27 : L'Afrique, eldorado pour le développement de nouveaux projets fossiles qui profitent aux autres, 2022 https://www.novethic.fr/actualite/energie/energies-fossiles/isr-rse/cop27-l-afrique-eldorado-pour-le-developpement-de-nouveaux-projets-fossiles-qui-profitent-aux-autres-151185.html

[70] Record number of fossil fuel lobbyists granted access to COP28 climate talks, Kick Big Polluters Out https://kickbigpollutersout.org/articles/release-record-number-fossil-fuel-lobbyists-attend-cop28

[71] Adrine Pécout, COP28 : TotalEnergies estime que l'accord de Dubaï conforte sa stratégie https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/13/cop28-totalenergies-estime-que-l-accord-de-dubai-conforte-sa-strategie_6205653_3244.html

conflit d'intérêt aux COP, mais des réflexions s'organisent au sein du secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques avec une pression forte de la société civile[72].

"La France serait bien placée pour montrer qu'il est possible de dialoguer avec ces entreprises tout en traitant sérieusement, proprement la question du conflit d'intérêt. (...) On ne peut pas faire une place à la table des négociations à des entreprises qui veulent continuer à développer leur production de pétrole : il y a une contradiction" ***Laurence Tubiana*, membre du Haut Conseil pour le Climat, auditionnée par la commission d'enquête sénatoriale le 25 janvier 2024***.

Aujourd'hui, il est impératif que les gouvernements travaillent à une mise en œuvre ambitieuse du Bilan Mondial, soit une transition hors des combustibles fossiles. Or, certains pays ont déjà tenté de minimiser l'importance de l'accord, le ministre de l'énergie de l'Arabie saoudite, Abdulaziz bin Salman, a déclaré lors d'une conférence en début d'année que la transition hors des combustibles fossiles n'était qu'un choix parmi les actions proposées lors du sommet, une interprétation vivement réfutée par d'autres[73]. Simon Stiell, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, a refusé de désigner des pays spécifiques, mais a mis en garde : "***Se cacher derrière des failles dans les textes décisionnels, ou éviter le dur travail à venir par une interprétation sélective, serait entièrement contre-productif pour tout gouvernement, alors que les impacts climatiques frappent l'économie et la population de chaque pays"***[74].

Soutenir l'objectif de 1,5°C et ce qu'il signifie pour l'action sur le climat et la nature.

Sur la base des résultats de la COP28, il faudra continuer à plaider en faveur d'une sortie équitable et juste de tous les combustibles fossiles, d'un développement des énergies renouvelables, de l'efficacité et de la sobriété énergétique, en évitant les fausses solutions (CSC et le CDR). **La France doit donner toute sa crédibilité à la transition hors des énergies fossiles.** En début de COP28, Emmanuel Macron a plaidé en faveur d'une sortie des énergies fossiles pour les pays les plus avancés, ceux-là mêmes qui ont le plus contribué aux émissions de CO_2 depuis le début de la révolution industrielle. Il a proposé un calendrier de sortie : abandon du charbon d'ici 2030, abandon du pétrole d'ici 2045 et abandon du gaz d'ici 2050 (s'il concerne la France, pays développé n'est pas compatible avec l'Accord de Paris). Cependant, ce calendrier n'était pas accompagné de précisions méthodologiques ni de détails sur sa faisabilité, les possibles exemptions, ou encore les questions d'équité et de justice. Le gouvernement français a fait de l'élimination du pétrole, du gaz et du charbon une priorité diplomatique qui prend aussi forme au sein de coalitions qu'elle a rejointes comme la BOGA ou la High Ambition Coalition (HAC). Il est donc essentiel, que sur le plan domestique, elle soit exemplaire. Il est attendu que l'État :

- **renonce à tout nouveau projet d'infrastructure ou d'extraction d'énergies fossiles sur son territoire,** l'entreprise Vermilion Energy, implantée à La Teste-de-Buch (Gironde), près d'Arcachon, sous le bassin aquitain, a demandé fin 2023 une extension de leur permis d'exploitation afin de pouvoir réaliser jusqu'à huit nouveaux forages. L'objectif affiché est de compenser la perte de rendement des puits existants et ainsi continuer d'extraire autant de pétrole que possible jusqu'à la fin de l'extraction d'hydrocarbures en France en 2040, actée par la loi Hulot. Ce projet se trouve au cœur de la forêt de La Teste-de-Buch, qui a vu disparaître 5 800 hectares durant le mégafeu de l'été 2022 favorisé par le dérèglement climatique.

[72] Kick big polluters out, nos revendications, https://kickbigpollutersout.org/demands

[73] The Guardian, Stop looking for loopholes, UN warns, after Saudi hints end of fossil fuels 'just one option', 2024, https://www.theguardian.com/global-development/2024/feb/02/countries-must-not-pick-loopholes-in-cop-deal-to-end-fossil-fuels-says-un

[74] *Ibid*

- **joue son rôle de régulateur** en imposant une réduction des émissions de gaz à effet de serre imputables à l'industrie fossile en cohérence avec l'Accord de Paris et les engagements climatiques de la France. Des voix de la société civile commencent à s'élever sur ce sujet et explorent à travers leurs travaux différentes options concernant des entreprises telles que TotalEnergies. Ces dernières prospèrent sur l'illusion d'être des entités souveraines, indépendantes des États. Mais leur pouvoir repose sur des conditions juridiques, politiques et économiques qui peuvent et doivent être modifiées pour espérer revenir sur une trajectoire à 1,5°[75].
- **contraigne l'industrie fossile à respecter l'accord de Paris et à payer pour les pertes et dommages** causés par les évènements climatiques extrêmes, via une taxation des profits/superprofits de l'entreprise.
- **investisse massivement dans une réelle transition énergétique, socialement juste**, fondée sur l'efficacité, la sobriété et le développement des énergies renouvelables. Le rapport de Pisani-Mahfouz[76] souligne qu'il faudrait chaque année et jusqu'en 2030, 66 milliards d'investissement publics et privés supplémentaires dans la transition écologique, dont la moitié viendrait d'investissements privés. Cela nécessite non seulement de réorienter les dépenses brunes vers des investissements verts mais également de développer de nouvelles sources de financements : hauts revenus et grandes entreprises pourraient être mis à contribution via des mécanismes d'imposition "verts" dont les recettes iraient à la transition écologique.

La crédibilité de la France sur sa réelle volonté de soutenir une sortie juste et équitable des énergies fossiles sera particulièrement scrutée cette année, avec une série de rencontres internationales qui permettra d'avancer sur ces priorités, en mettant l'accent sur la mise en œuvre. Il s'agit notamment des réunions du G7 (sous la présidence italienne en 2024 et canadienne en 2025), du G20 (sous la présidence brésilienne en 2024 et sud-africaine en 2025), des programmes de travail de la CCNUCC et des sessions intersessions à Bonn, en Allemagne (juin), ainsi que des réunions du FMI et de la Banque mondiale, de la réunion ministérielle sur l'énergie propre (CEM) et du Sommet du futur (septembre) sur la voie de la COP29.

Cette sortie juste et équitable des énergies fossiles devra aussi prendre forme dans les prochaines Contributions Déterminées au niveau National (CDN) des pays, qui doivent être publiées 9 à 12 mois avant la COP30 prévue au Brésil. En effet, **la préparation des mises à jour des CDN** est l'occasion pour les pays d'inclure des plans de transition juste au niveau national pour l'élimination des combustibles fossiles et la réalisation des objectifs mondiaux en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, et de discuter de la manière dont le financement sera mobilisé pour soutenir la mise en œuvre de la décision du Bilan Mondial.

[75] 350.org France, Totalenergies : comment mettre une major pétrogazière hors d'état de nuire, 2023, https://350.org/fr/wp-content/uploads/sites/13/2017/05/TOTAL_Report_DIG.pdf

[76] PIsani, Mahfouz, Les incidences économiques de l'action pour le climat, 2023

CONTACT PRESSE :

- Ludivine Préneron – Réseau Action Climat – ludivine.preneron@reseauactionclimat.org – 06 71 14 06 37
- Guillaumine Lickel – Greenpeace France – guillaumine.lickel@greenpeace.orge – 06 73 89 48 90
- Marion Cubizolles – les Amis de la Terre France – marion.cubizolles@amisdelaterre.org, 06 86 41 53 43
- Sarah Bakalaglou – Reclaim Finance – sarah@reclaimfinance.org – 06 61 68 25 10

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique